Quatrième année N° 8

Abonnement Germinal

paraissant au moins une fois par mois

Le Socialisme et la Religion

PAR

Emile VANDERVELDE



GAND

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ », RUE HAUTPORT, 29.

—

1907

Abonnement Germinal

paraissant au moins une fois par mois

Le Socialisme et la Religion

PAR

Emile VANDERVELDE



GAND

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ », RUE HAUTPORT, 29

1907

Le Socialisme et la Religion

Parmi les questions qui provoquent des divergences de vues dans les milieux socialistes, il en est une qui touche, à la fois, aux principes et à la méthode, qui présente le plus grand intérêt, tant au point de vue de la pénétration du socialisme dans les masses prolétariennes, que de ses relations avec les partis bourgeois : nous voulons parler de la question religieuse, de l'attitude que les socialistes adoptent, ou devraient adopter, à l'égard de la religion, ou, plutôt, des religions, des églises et des partis cléricaux.

A première vue, les solutions les plus diverses, les plus contradictoires même, semblent prévaloir, selon les pays.

Dans le même temps où les social-démocrates d'Allemagne votaient le rappel des jésuites, les socialistes français, d'accord avec les radicaux, expulsaient les congrégations et, à la Chambre italienne, le 29 février 1904. c'était un député socialiste, Annibale Vigna, qui reprochait au ministre de l'intérieur d'avoir nommé le Père jésuite Ehrle à la Bibliothèque nationale de Turin et qui réclamait l'application inflexible de la loi du 25 août 1848, chassant les jésuites du territoire italien.

On comprend que, dans ces conditions, notre camarade Robert Michels ait pu, dans un article de la *Riforma Sociale*, parler « des incohérences internationales du socialisme contemporain » et, certes, il

serait désirable que les mandataires d'un parti qui s'internationalise de plus en plus, ne soufflent pas ainsi le chaud et le froid, et ne poussent point la diversité nécessaire des tactiques nationales, jusqu'à faire, dans certains pays, exactement le contraire de ce qu'ils font dans les autres!

Mais cette unité d'action est-elle possible? N'est-ce pas un de ces pieux souhaits que la différence des conditions, des tempéraments nationaux, des traditions historiques, condamnent à rester indéfiniment dans le domaine des rêves?

On serait tenté de répondre affirmativement lorsqu'on songe que la diversité d'attitude du prolétariat socialiste, vis-à-vis des églises, s'explique et, partiellement, se justifie, par la diversité d'attitude des églises, vis-à-vis du prolétariat. Il est certain, par exemple, que la question religieuse ne se pose pas de la même manière dans les pays où domine le catholicisme romain et dans ceux où il n'est qu'une religion parmi les autres.

Malgré tout, cependant, le socialisme ne serait point internationaliste, s'il ne s'efforçait pas de faire disparaître les contradictions, assurément choquantes, de ses tactiqnes nationales, et, si malaisée que puisse être pareille tâche, nous ne pensons pas qu'il faille désespérer du succès, car — c'est, du moins, notre conviction — les divergences socialistes, en matière religieuse, sont plus apparentes que réelles.

Dès à présent, en effet et à condition de faire large part aux exceptions individuelles ou locales, il ne paraît pas impossible de dégager un certain nombre de traits communs dans la pensée et dans l'action des partis socialistes, au regard des questions religieuses.

En premier lieu, on admet généralement, même en France et en Italie, que les partis socialistes n'ont pas à demander compte à leurs adhérents de leurs croyances individuelles, qu'ils doivent les laisser entièrement libres de pratiquer n'importe quel culte, d'apparfenir à n'importe qu'elle église.

Nous ne connaissons guère qu'une seule exception : c'est en France, avant l'unification des partis socialistes, le *Parti Ouvrier socialiste révolutionnaire* (Allemaniste) qui, le 22 août 1901, adoptait la résolution suivante : « Les citoyens adhérents au P. O. S. R. s'engagent à n'accomplir, quelles que soient les circonstances, aucun acte religieux, avec le représentant d'un culte quelconque. »

Mais, cette exception ne fait, en somme, que confirmer la règle, car, dans tous les pays, la démocratie socialiste compte des milliers d'adeptes qui continuent à pratiquer l'un ou l'autre culte, soit par respect de la coutume, soit par réelle conviction,

Seulement — et c'est la seconde constatation générale que l'on peut faire — il n'est pas douteux que, dans leur immense majorité, les dirigeants des partis socialistes soient absolument étrangers à toute religion positive. Ceux-là même qui ne voient dans l'anticléricalisme qu'un dérivatif, qui prêchent, à l'égard des religions, la neutralité la plus stricte, sont souvent les plus dégagés de toute croyance religieuse.

On objectera vainement, que, surtout dans les pays Anglo-Saxons, il se trouve, parmi les militants socialistes, des pasteurs protestants, voire des prêtres catholiques : les prêtres catholiques qui ont adhéré au socialisme, d'une manière plus ou moins explicite,

comme le Dr J. Van den Brink, en Hollande, Thomas Hagerty et Mac Grady, aux Etats-Unis, n'ont pas tardé à rompre avec l'Eglise; quant aux pasteurs socialistes, tous, ou presque tous, se rattachent au protestantisme libéral, dont on a pu dire qu'il n'était autre chose que « la collection des formes religieuses de la libre pensée ».

Une troisième constatation qui s'impose, c'est que, dans tous les pays, même dans ceux où le socialisme prétend se désintéresser des luttes religieuses, l'Eglise catholique et, avec non moins d'âpreté parfois, les Eglises d'Etat, non catholiques, le dénoncent comme une « peste léthifère ». Partout les orthodoxies sont les plus fermes soutiens du capitalisme, dans ses efforts de domination sur les prolétaires. Aussi n'est-il pas étonnant que ces derniers, rencontrant les églises sur leur chemin, constatant l' « alliance du coffre-fort et de l'autel », soient presqu'irrésistiblement entraînés à prendre l'offensive et à mener campagne, non seulement contre le capitalisme, mais contre ses alliés.

Ce sont là des faits incontestables.

Que l'on s'en réjouisse, ou que l'on s'en afflige, il reste certain que, malgré toutes les affirmations socialistes sur le caractère privé des croyances religieuses, la grande masse et, surtout, le noyau dirigeant des partis ouvriers, se compose, à peu près exclusivement de libres-penseurs et que, d'autie part, les chefs de l'Eglise catholique, et de toutes les Eglises qui lui ressemblent, prêchent à leurs fidèles l'horreur du socialisme « athée, matérialiste, antireligieux ».

Seulement, on peut se demander s'il est inévitable que les choses soient ainsi, si l'hostilité des Eglises

contre le socialisme ne tient pas à des causes contingentes, à des malentendus historiques, s'il ne serait pas possible d'opérer une conciliation théorique et pratique entre les doctrines socialistes et les croyances religieuses, si bien que l'on puisse, suivant le mot, d'un campagnard de nos Ardennes, être « catholique pour les choses du ciel et socialiste pour les choses de la terre ».

D'aucuns pensent, en effet, que l'on peut établir, entre le monde temporel et le monde spirituel, le monde visible et le monde invisible, une cloison étanche. Ils sont d'avis que l'antagonisme actuel entre le socialisme et les Eglises chrétiennes n'est pas irréductible. Ils affirment que l'idée socialiste ferait plus aisément la conquête des masses prolétariennes, s'il renonçait, sinon à toute action anticléricale, du moins à toute propagande antireligieuse.

C'est à l'examen de ces trois questions que notre étude est consacrée.

§ I

Les contacts du socialisme et de la religion

Pour mettre de la clarté dans les observations qui vont suivre, la première chose à faire c'est de dire en quel sens nous prenons le mot religion.

Il est peu de termes, en effet, qui, par la multiplicité de leurs acceptions, prêtent à autant de malentendus et d'équivoques.

Pour les uns « l'essence de la religion est dans le mouvement puissant et sérieux qui dirige les émotions

et les désirs vers un objet idéal » (Stuart Mill); pour d'autres, l'élément fondamental de la religion c'est « la croyance à un pouvoir dont on ne peut concevoir les limites dans le temps ou dans l'espace » (Herbert Spencer); ou bien encore « la religion c'est la croyance en un Dieu éternel, c'est-à-dire en une volonté et un esprit divins, gouvernant l'Univers et entretenant des relations morales avec l'humanité » (Dr Martineau), ou bien « c'est la croyance à un être, existant hors de la sphère des efforts humains, mais pouvant s'être attiré par des moyens spéciaux, sacrifices, cérémonies, prières, pénitences, renoncement de soi-même » (Gruppe).

On voit que ces définitions, dont on pourrait allonger indéfiniment la liste, donnent au même mot des significations très différentes; suivant que l'on choisit l'une ou l'autre d'entre elles, le problème des rapports du socialisme et de la religion se modifie du tout au tout.

Si l'on accepte, par exemple, la définition de Mill, si la religion n'est autre chose qu'un mouvement vers l'idéal, le socialisme, envisagé sous un certain angle, devient une religion.

Si l'on prend la définition de Spencer, il est évident que la religion de l'inconnaissable, par son imprécision même, ne peut entrer en conflit, parce qu'elle n'entre pas en contact avec le socialisme, qui se renferme dans les limites du connaissable.

Mais il en va tout autrement, dès l'instant où il s'agit, non plus de la religion au sens le plus général et, aussi, le plus vague, mais de la religion, au sens étroit, ou plutôt, des religions, des religions positives, caractérisées par la croyance au surnaturel, à l'intervention d'un être transcendant, d'un Dieu personnel,

extérieur au monde, dans le gouvernement du monde, et, spécialement, des affaires humaines.

C'est à l'égard de ces religions, représentées par des églises, prolongées même dans l'ordre politique, sous la forme de partis confessionnels, que le socialisme doit définir son attitude et que les partis socialistes sont nécessairement amenés à prendre position.

Tout le monde connaît la solution que les social-démocrates allemands et, d'une manière générale, les socialistes formés à l'école de Marx, donnent à ce problème : pour eux, la religion doit être affaire privée; c'est la formule célèbre du programme d'Erfurt : « *Erklærung der Religion zur Privatsache* ».

Seulement, cette formule, que tous les partis socialistes semblent d'accord pour admettre, présente, comme d'ailleurs toutes les formules de ce genre, l'inconvénient de prêter aux interprétations les plus diverses, et même les plus contradictoires.

Aussi importe-t-il de l'examiner de près, afin de dégager son véritable sens et d'établir sa véritable portée.

Remarquons, tout d'abord, qu'elle ne se trouve pas dans la déclaration de principes, qui forme la première partie du programme d'Erfurt, mais dans la partie de ce programme qui concerne les réalisations immédiates.

Nous nous trouvons donc en présence d'une règle pratique qui, dans la pensée de ceux qui la posent, paraît concerner uniquement la situation présente et l'attitude actuelle de la social-démocratie.

Religion est affaire privée : cela veut dire que pour lutter contre le capitalisme, les partis socialistes font appel à tous les travailleurs exploités par le capitalisme, sans leur demander s'ils sont croyants ou libre-

penseurs, juifs ou chrétiens, catholiques ou protestants, voire même, puisque le socialisme a pris pied dans l'Extrême-Orient, boudhistes ou disciples de Confucius; cela veut dire également que, la religion ne devant pas être affaire publique, les socialistes s'efforcent de réaliser la séparation complète des Eglises et de l'Etat, la sécularisation absolue de tous les services publics, et, notamment, de l'instruction et de la bienfaisance.

Ainsi comprise, la formule d'Erfurt nous paraît acceptable par les partis socialistes de toutes les nationalités. Mais il n'en est pas moins vrai — c'est notre seconde observation — que les auteurs du programme de la social-démocratie allemande ont eu surtout en vue les conditions spéciales de leur pays.

Or, partout où le protestantisme domine, il est relativement facile de maintenir, dans la pratique, la neutralité religieuse du mouvement socialiste.

Rien n'est plus conforme, en effet, à l'esprit du protestantisme lui-même, que de considérer la religion comme chose individuelle, d'admettre, suivant le mot bien connu de Madame, mère du Régent, « que chacun se fait sa petite religion à part soi. »

Par contre, les choses se présentent tout autrement dans les pays catholiques, où la seule affirmation que la religion est affaire privée, va directement à l'encontre des prétentions de l'Eglise.

Certes, ce n'est pas un motif pour que les partis socialistes renoncent à cette formule, en tant qu'elle comporte, d'une part, la liberté absolue des croyances individuelles de leurs adhérents, et, d'autre part, la sécularisation absolue des services publics.

Seulement, ce serait une illusion dangereuse que d'espérer ainsi, par une séparation rigoureuse du spirituel et du temporel, établir un *modus vivendi* entre le socialisme et le catholicisme.

Nous savons bien que tel est le rêve de certains et, comme les conceptions théoriques tendent toujours à refléter les particularités du milieu social qui les a vu naître, il n'est pas étonnant que cette opinion ait trouvé son expression la plus nette et la plus tranchante aux Etats-Unis, où toutes les communautés religieuses sont des associations privées, où la multiplicité même des églises empêche aucune d'elles de devenir prépondérante, où les luttes politiques sont à peu près indemnes de toute immixtion cléricale.

« C'est une absurdité complète — écrivait au *Mouvement socialiste,* en 1903, un prêtre catholique américain, l'abbé Thomas Hagerty — c'est une absurdité complète de parler de l'incompatibilité de la philosophie du socialisme et des doctrines du catholicisme. Personne n'irait demander à un boucher un *beefsteak* catholique, une côtelette méthodiste ou un morceau de veau presbytérien. La religion n'a pas davantage à voir avec le socialisme qu'avec la viande et le pain. Le socialisme est une science économique, non une interprétation métaphysique du monde. L'Église n'a pas plus à s'occuper des questions d'économie sociale, que le parti républicain à s'occuper de l'exégèse des psaumes de David. »

L'événement, au surplus, a montré que l'Église catholique réprouve énergiquement cette théorie de la cloison étanche. Bien qu'ils n'aient pas été formellement condamnés, l'abbé Hagerty et son compagnon de

lutte, le P. Mac Grady, ont abandonné la prêtrise et, somme toute, on peut dire que cette forme socialiste de l'américanisme, sans avoir jamais beaucoup vécu, a totalement cessé de vivre.

Nous nous rencontrons d'ailleurs avec les catholiques pour penser qu'entre le socialisme et la religion, telle qu'ils la conçoivent, on ne saurait établir un règlement de frontières qui empêche tous contacts et, partant, tous conflits.

Il faudrait, pour cela, que le socialisme soit exclusivement, comme le soutient Hagerty, une doctrine économique et que la religion soit, non moins exclusivement, une conception métaphysique, étrangère aux choses sociales.

Or, ni l'une, ni l'autre de ces conditions ne correspond à la réalité.

La religion, tout d'abord, n'est pas exclusivement une conception métaphysique, ou un ensemble de conceptions métaphysiqnes.

Il y a de longues années déjá, Prévost Paradol écrivait à Taine : « De l'origine ou de la constitution du monde, tel que chacun le conçoit, découle une politique et, surtout, une morale appropriée ». Et un professeur de l'Institut catholique de Paris, A. D. Sertillanges, auquel nous empruntons ce passage, le complète en disant : « A plus forte raison, cela découle-t-il d'une religion qui prend parti non seulement dans la question de l'origine ou de la constitution du monde, mais, par une conséquence naturelle, dans celle de son aboutissement (1) ».

Au reste, les gouvernements et les classes maîtresses

(1) A.-D. Sertillanges, *La Politique chrétienne*, p. 12 ; Paris, Lecoffre, 1904.

n'ont jamais eu garde de méconnaître le lien intime qui existe entre toutes les formes du conservatisme, social, politique ou religieux.

Lorsque le roi Jacques I d'Angleterre eut une conférence à Hampton Court avec les puritains, qui marquaient leurs préférences pour le presbytérianisme, il les interrompit avec colère : « Le Presbytère — s'écria-t-il, — s'accorde avec la royauté, comme le Diable avec Dieu ! Alors Jacques Will et Tom pourraient venir critiquer mes actes. Jacques dira : Cela devrait être ainsi et Will répondra : Non, cela devrait être de telle façon ». Puis, congédiant les délégués, le roi jeta comme un axiome sa formule favorite : « *No bishop, no king !* » (1)

De même en France, sous la Restauration, quand on commençait à discuter entre catholiques, sur la chronologie biblique ou l'universalité du déluge, Joseph de Maistre écrivait à son ami, le comte Jean Potocki, dont les travaux historiques lui semblaient s'écarter de l'orthodoxie, cette lettre typique :

« Je veux vous dire une grande vérité : l'irréligion est canaille. Ainsi, en faisant même abstraction de toute recherche sur le oui ou sur le non, un homme distingué se garde bien, non seulement, comme on dit, de casser les vitres mais de dire ou d'écrire un seul mot qui blesse, directement ou indirectement les dogmes nationaux. Il y a, dans tous les pays, un certain nombre de familles conservatrices sur lesquelles repose l'Etat : c'est ce qu'on appelle l'aristocratie ou la noblesse. Tant qu'elles demeurent pures et pénétrées de l'esprit national, l'Etat est inébranlable, en dépit des vices des souverains ; dès qu'elles sont corrompues, surtout sous

(1) Pas d'évêque, pas de roi !

le rapport religieux, il faut que l'Etat croule, quand il serait gouverné de Charlemagne en Charlemagne. *Le patricien est un prêtre laïque : la religion nationale est sa première propriété et la plus sacrée, puisqu'elle conserve son privilège qui tombe toujours avec elle. Il n'y a pas de plus grand crime pour un noble que d'attaquer les dogmes* (1). »

Or, ce que pensaient jadis, Jacques I et de Maistre, les rois et les nobles, la bourgeoisie, devenue classe maîtresse, le pense à son tour.

Après avoir été voltairienne, sceptique, anticléricale, aussi longtemps qu'elle était révolutionnaire, nous la voyons aujourd'hui, partout où le socialisme menace, se faire dévote, ou, du moins, incliner à la dévotion, travailler à la sainte alliance de toutes les confessions religieuses, organiser le *trust* des dieux, pour la défense de la société contre les entreprises du collectivisme ; et, dans son livre *Sur les chemins de la croyance*, l'un de ses chefs de file, Ferdinand Brunetière, se charge de nous faire la théorie de cette régression :

« Non seulement, dans l'histoire — dit-il — toutes les religions nous apparaissent comme étant des « sociologies » — et, pour en faire en passant la remarque, c'est ce que le catholicisme veut dire quand il dit que « l'Église est une société complète » — mais encore on ne peut toucher à l'intégrité d'une religion pour des motifs purement religieux, qu'il n'en résulte des conséquences sociales ; et *toute hérésie contient le germe d'une révolution* (2). »

---

(1) Lettre du 5-17 juin 1810. Cité par Houtin, *la Question biblique chez les catholiques de France au XIX[e] siècle*, p. 190 ; Paris, Picard, 1902.
(1) Brunetière, *Sur les chemins de la croyance. Première étape : l'utilisation du positivisme*, p. 217 ; Paris, Perrin et C[ie], 1904.

C'est évidemment sous l'empire de cette idée que, dans une conférence aux calvinistes de Genève, le directeur de la *Revue des Deux-Mondes* est allé jusqu'à prédire que le protestantisme arriverait à accepter non seulement les dogmes de l'autorité en général, mais aussi le principe de l'infaillibilité; « car le salut du monde et sa défense contre le socialisme envahissant ne sera que dans le principe d'autorité, grandissant tous les jours et qui finira par être reconnu par tout le monde pensant (1). »

Nous ne nous proposons pas de rechercher ce que vaut cette prophétie et si le catholicisme de gouvernement, enseigné par Brunetière, a chances d'amener le protestantisme à ce suicide par persuasion; mais il est impossible, on l'avouera, d'affirmer avec plus de franchise que, pour les classes maîtresses, la religion est, avant tout, un instrument de règne, un moyen de maintenir le *statu quo* politique et économique.

Assurément, nous sommes loin de prétendre que la religion ne soit pas autre chose; il est évident, en effet, que le problème de nos origines et de nos destinées se poserait, et donnerait sans doute naissance à des hypothèses métaphysiques, aussi bien dans une société collectiviste que dans la société actuelle; mais d'autre part, on ne saurait méconnaître que, l'Église étant ce qu'elle est, la morale faisant partie de son enseignement, il est inévitable qu'elle s'inquiète de la politique « non pas sous tous les rapports, mais par le point pré-

---

(1) *La Revue*, 15 août 1904, p. 400, « Introduction à l'enquête de M. de Morsier sur la réunion des Églises.

cis où politique équivaut à morale et où morale n'est qu'un aspect du mot religion (1). »

Cette constatation suffirait à elle seule pour réfuter le système de la cloison étanche. Mais il y a plus : si la religion, comprise, du moins, comme la comprennent des catholiques, ne se confine pas et ne peut se confiner dans le domaine métaphysique, le socialisme, de son côté n'est pas seulement, et ne peut pas être seulement, comme le soutient Hagerty, une « science économique » ou bien, pour parler comme A. Schaeffle « une question d'estomac. »

Assurément, le prolétariat socialiste poursuit, avant tout, une révolution économique : la socialisation des moyens de travail, l'établissement d'une société où la propriété des instruments de production sera collective, au lieu d'être capitaliste.

Mais, si les socialistes s'accordent à considérer cette transformation comme essentielle, c'est à cause de ses retentissements, de ses répercussions, dans tous les autres domaines de la vie sociale.

En réalité ce qu'on appelle le « but final » du socialisme, est moins un but, qu'un moyen.

Le véritable but, c'est de faire des hommes libres ; le moyen, et nons ajoutons, le seul moyen d'arriver à ce résultat, c'est de fonder un état économique qui assure à tous ce minimum de bien-être, sans lequel la liberté, que Louis Blanc définissait avec raison, le *pouvoir d'agir*, n'existe pas.

Si donc nous plaçons les solutions économiques au

---

(1) Sertillanges, *la Politique chrétienne*, p. 12 : Paris, Lecoffre, 1904.



premier plan de notre action, c'est parce que nous les considérons comme indispensables aux libérations intellectuelles et morales, qui sont au premier plan de nos préoccupations.

Que telle ait été la pensée des grands théoriciens du socialisme, que tous se soient accordés à y voir autre chose que la solution d'un problème purement économique, c'est ce qui apparaît, en toute évidence, lorsqu'on envisage l'ensemble de leur œuvre.

Le fait se passe de démonstration pour tous les socialistes de la première moitié du XIXe siècle. Aucun d'eux n'a confiné le socialisme dans le domaine des intérêts matériels.

Les essais sur la morale, les théories sur l'éducation, sur la formation du caractère tiennent une aussi large place, dans l'œuvre de Robert Owen, que les conceptions purement économiques, comme la réglementation du travail ou la coopération communiste (1).

De même, en France, le fouriérisme est une cosmologie. Le saint-simonisme est une religion. Pecqueur, Cabet, Pierre Leroux, Proudhon ne se bornent pas à être des économistes; ils nous proposent une synthèse sociologique, une conception générale du monde.

En est-il autrement de ceux qui ont exercé la plus grande influence sur le socialisme contemporain : les auteurs du *Manifeste communiste*, Karl Marx et Frédéric Engels ?

Le soutenir, parce que Marx s'est voué principalement aux questions économiques, ce ne serait pas

---

(1) On trouvera une bonne analyse des œuvres principales de Robert Owen, dans le livre de DOLLÉANS, *Robert Owen* (Bibliothèque socialiste, nos 28-29); Paris, Soc. nouv. d'édit., 1905.



seulement oublier l'œuvre philosophique d'Engels; ce serait, surtout, méconnaître grossièrement la portée véritable de ce que l'on est convenu d'appeler le marxisme.

Ce qui différencie le socialisme, dit matérialiste, de Marx, du socialisme idéaliste ou utopique, ce n'est pas un rétrécissement, mais un renversement des points de vue. Pas plus que le fouriérisme ou le saint-simonisme, le marxisme ne se restreint à la seule question des intérêts matériels. Seulement, au lieu d'admettre que c'est « la conscience de l'homme qui détermine sa manière de vivre », il enseigne que c'est « sa manière de vivre qui détermine sa conscience »; au lieu de considérer les principes de la morale, du droit ou de la religion, comme des « vérités éternelles », il en fait des « catégories historiques », dont les transformations dépendent, en dernier ressort, des transformations qui s'opèrent dans l'ordre matériel.

Mais de ce que, d'après Marx, la morale, le droit ou la religion se trouvent sous la dépendance der conditions économiques, il serait absurde de conclure que le socialiste doit se désintéresser des questions juridiques, morales ou religieuses, pour se consacrer exclusivement à la défense des intérêts économiques du prolétariat.

Idéalistes ou matérialistes, utopiques ou scientifiques, tous les systèmes socialistes ont ceci de commun qu'ils impliquent non seulement une économie politique nouvelle, mais une philosophie, une morale et un droit nouveaux.

A ce point de vue, le socialisme de Marx est aussi « intégral » que celui de Benoît Malon.

§ 2

Le Socialisme et les Religions d'autorité

Pendant la première moitié du XIXe siècle, la plupart des socialistes, bien loin de mettre en doute la possibilité d'une conciliation entre le socialisme et le christianisme, se réclamaient du christianisme et se proclamaient les disciples du « sans culotte Jésus ».

Depuis lors, les idées ont beaucoup changé, sur ce point, et, pour mesurer l'importance de ce changement, il n'est pas d'exemple plus caractéristique que celui des socialistes français.

Aujourd'hui, le socialisme en France apparaît, en matière religieuse, comme l'expression la plus énergique, pour ne pas dire la plus outrancière, de l'anticléricalisme. Il n'est pas seulement anticlérical, mais anticatholique et antichrétien. Il n'envoie pas seulement « le Saint-Pére au diable », mais « le Christ à la voirie ».

A l'époque de la révolution de 1848, au contraire, le socialisme se posait, théoriquement et pratiquement, en continuateur de l'Evangile. Il était venu pour l'accomplir et non pour l'abolir. Au local de la plupart des associations ouvrières et chez nombre de travailleurs socialistes, on voyoit une gravure figurant Jésus en charpentier, avec cette devise : « Jésus de Nazareth, premier représentant du peuple ». Au lieu de dîner gras le Vendredi Saint, pour fêter la mort du Christ, on se réunissait en banquets démocratiques, le jour de Noël, pour célébrer sa naissance. Proudhon lui même, malgré son anticléricalisme, était contraint de sacrifier

à la mode du jour et d'insérer, dans son journal, les annonces et les comptes-rendus de ces agapes christiano-socialistes (1).

Ainsi, par exemple, le 25 avril 1848, une commission, composée de femmes démocrates-socialistes avait organisé, salle Valentino, un « banquet anniversaire de la naissance du Christ à 1 fr. 50 par tête (50 centimes pour les enfants) ». Or, le *Peuple,* le journal de Proudhon, publia, de cette réunion, le compte rendu suivant :

« La lecture du discours sur la Montagne a ouvert dignement la séance; l'hymne à la fraternité, chanté avec recueillement, a précédé les toasts, dont nous donnons la liste :

« *Au Christ, père du socialisme!* par une dame dont le nom nous échappe.

» A Noël! par Mme Brazier.

» A Saint Just! martyr de Thermidor! par Hervé.

» Au Christ vivant, à la France! par Bernard ».

On se demande ce que diraient des journaux comme la *Raison* ou l'*Action,* si les socialistes de 1904 se réunissaient le jour de Noël, donnaient lecture du *Sermon sur la montagne,* saluaient l'avènement de Dieu sur la terre et portaient un toast au Christ, père du Socialisme!

Il y a un demi siècle, cependant, ces manifestations, qui nous semblent, à nous, si étranges, ne soulevaient aucune critique. Au lendemain des massacres de Juin, à la veille du coup d'Etat, la classe ouvrière croyait encore à la démocratisation possible de l'Eglise et ce

---

(1) Joly *Le Socialisme chrétien.* p. 197 et suiv.; Paris-Hachette, 1892; Benoît Malon, *Exposé des écoles socialistes en France,* p. 230; Paris, 1872.



n'étaient pas seulement des hommes du peuple, des femmes dégagées à peine du confessional, c'étaient des théoriciens et des philosophes, comme Pierre Leroux, Buchez, Pecqueur et, avant eux, Fourier ou Saint-Simon, qui cherchaient à concilier, ou à réconcilier, l'Eglise et la Révolution, le Christianisme et le Socialisme.

De même, aux premiers temps de l'ère chrétienne, les chrétiens judaïsants soutenaient contre saint Paul, que l'on pouvait adhérer à l'Eglise nouvelle, tout en restant fidèle au Temple, que la doctrine du Christ n'était qu'un développement, une continuation, un perfectionnement, de la Loi et des Prophètes.

Rien de plus conforme d'ailleurs, aux habitudes de l'esprit humain : étant donné notre conservatisme mental, il faut toujours un certain temps avant que toutes les conséquences d'un principe se dégagent, et ceux-là même qui apportent une doctrine nouvelle, ne conçoivent pas toujours, de prime abord, son originalité.

C'est ainsi que les Pères du socialisme français, les fondateurs des deux grandes écoles qui exercèrent une influence prépondérante, pendant la première moité du XIXe siècle, crurent eux aussi, que le socialisme n'était pas autre chose que l'accomplissement du christianisme, la réalisation du royaume de Dieu sur la terre.

En arrivant au terme de l'exposé des théories sociétaires, Fourier en cherchait la confirmation dans les « Saints Evangiles » ; il s'efforçait d'établir, avec textes à l'appui, que sa révélation sociale était annoncée dans l'Ecriture Sainte, qu'elle était implicitement contenue dans la révélation du Christ.

Saint-Simon de son côté achevait son œuvre en écrivant le *Nouveau Christianisme*. Il déclarait, tout en se livrant à une critique acerbe du catholicisme et du protestantisme, que le principe de la fraternité chrétienne renfermait déjà toutes les idées comprises dans ce précepte, de la religion saint-simonienne : « Toute la société doit travailler à l'amélioration morale et physique de la classe la plus pauvre ; la société doit s'organiser de la manière la plus convenable pour lui faire atteindre ce grand but. »

Malgré tout, cependant, il est bien difficile de soutenir que le panthéïsme saint-simonien ne soit pas autre chose que le monothéïsme de Jésus-Christ, ou bien que l'attraction passionnelle de Fourier et ses théories sur le mariage se trouvent implicitement contenues dans la révélation chrétienne !

Et, d'une manière générale, il paraît non moins difficile de prétendre que le christianisme, fondé sur la croyance au surnaturel et qui tend à détacher l'homme des choses de ce monde, ne diffère pas essentiellement du socialisme, qui ne s'occupe pas du monde invisible et entend réaliser sur cette terre son idéal de justice et de fraternité.

Est-ce à dire toutefois, que, malgré cette différence fondamentale, d'où dérivent tant d'autres différences importantes, il y ait, entre le socialisme et le christianisme de tels abîmes que l'on ne puisse, en bonne logique, se déclarer, à la fois, chrétien et socialiste ?

Pour répondre à cette question, le plus nettement possible, une distinction s'impose entre le christianisme de l'Evangile et les religions qui procèdent de l'Evangile.

En ce qui concerne, d'abord, le christianisme évangélique, nous ne voyons aucun obstacle à ce qu'un disciple du Christ, ne relevant que de sa conscience, n'acceptant le magistère d'aucune église, adhère au programme politique ou économique de l'un ou l'autre des partis socialistes. On peut, sans contradiction, croire à la divinité du Christ et à la nécessité d'une transformation sociale dans le sens du collectivisme. Quant aux doctrines économiques ou politiques qui peuvent se trouver dans l'Evangile, elles sont manifestement trop vagues, trop indéterminées, pour s'opposer, d'une manière irréductible, à d'autres doctrines politiques et économiques.

Nous n'en voulons pour preuve que les controverses innombrables et sans cesse renaissantes, sur la portée sociale véritable des textes évangéliques.

Les uns — c'est la grande armée des conservateurs — découvrent en certains de ces textes, le germe de la théorie de non résistance, ou interprètent la phrase fameuse, « Vous aurez toujours des pauvres parmi vous » en ce sens que la division des classes serait conforme au plan providentiel.

D'autres, au contraire, voient dans le Nouveau Testament, un socialisme avant la lettre, une prédication sociale pour le relèvement des opprimés.

D'autres, enfin, soutiennent que, pour Jésus et les premiers chrétiens, le royaume des cieux était proche; il allait bientôt arriver « comme un voleur » ; le Messie ne tarderait pas à venir « sur les nuées du ciel ». Par conséquent, ils ne pouvaient avoir qu'une indifférence dédaigneuse pour un monde qui allait finir et ce serait aller à l'encontre du sens primitif des textes évangé-

liques que d'y prétendre trouver une doctrine politique et sociale :

« La vérité historique est — dit l'abbé Loisy — que la pensée d'un état social régulièrement constitué selon les principes évangéliques n'existe pas en dehors de la perspective du prochain royaume des cieux, où il n'y aura plus ni pauvres, ni riches, où il ne saurait être question de propriété privée, ni de propriété collective, et où la félicité divine est le bien de tous. Reste seulement la possibilité de tirer de cet idéal du royaume, comme de celui du renoncement et du précepte de la charité, telles applications qui conviendront à un état donné de la société humaine ».

Cette interprétation est-elle plus exacte que les précédentes ?

Pour examiner cette question — nous nous gardons bien de dire pour la trancher — il faudrait un gros livre et, pour l'écrire, une compétence qui nous manque. Mais la diversité même et la divergence de ces interprétations, qui mettent aux prises les plus éminents des théologiens et des critiques, suffisent pour conclure qu'au point de vue politique et social, on peut trouver dans le Nouveau Testament, à peu près tout ce que l'on veut y voir. Par conséquent, tout homme qui ne se laisse pas imposer une interprétation par voie d'autorité, peut fort bien, en partant de l'Evangile, aboutir, soit à l'anarchisme tolstoïen, soit au socialisme démocratique.

C'est ainsi que nous voyons en France des hommes comme Paul Passy ou Raoul Biville être, à la fois, des chrétiens ardents et des membres actifs du Parti socialiste.

Mais, si l'expérience démontre que le christianisme primitif, le christianisme évangélique peut faire bon ménage avec le socialisme démocratique, la question se pose tout autrement, lorsqu'il s'agit du catholicisme, ou même du protestantisme constitué en églises.

Dans ce cas, certes, la conciliation devient à tout le moins difficile, d'autant plus difficile, pour ce qui concerne les protestants, que leur conception et leur organisation ecclésiastique ressemble plus à celle de l'église romaine.

Seulement, de ce que la conciliation est difficile, faut-il conclure qu'elle soit impossible ?

Nous ne tenterons pas d'examiner la question, d'une manière spéciale, pour les diverses églises protestantes. Rien ne serait plus décevant et plus chimérique, car suivant la juste expression du pasteur J. L. Roberty, les églises protestantes sont autant de têtes :

« Jamais — ajoute-t-il — dans l'histoire du protestantisme, on n'a vu la minorité d'une assemblée ecclésiastique, sur un point important de doctrine ou d'activité pratique, se croire tenue de se soumettre à la majorité. Dans le catholicisme, on sait à qui parler. Le Souverain Pontife se présente seul. Un mot de sa bouche (du moins ainsi le veut le dogme) et toute l'Eglise catholique peut être modifiée. Mais, dans notre seul protestantisme français nous comptons plus de six cent mille papes. Auquel de ces six cent mille vous adresserez-vous ? Le seul Maître est au ciel ! »

S'il en est ainsi, pour les questions religieuses, à plus forte raison en est-il de même pour les questions politiques et sociales. Aucune autorité doctrinale, aucune autorité disciplinaire n'empêche, et ne pourrait empê-

cher, des protestants, de professer des opinions socialistes et de participer à l'action des partis ouvriers.

En fait, d'ailleurs, si nous voyons certains protestants chercher un terrain d'entente avec les catholiques, afin de combattre les « doctrines subversives », il en est d'autres, au contraire, qui s'orientent, plus au moins nettement, vers le socialisme démocratique.

Seulement, si précieuses que soient ces sympathies, si nombreuses que puissent être les adhésions protestantes au socialisme, ce serait une illusion d'optique de les prendre pour autre chose que des exceptions.

En effet, dans les tous les pays où existe une église protestante nationale, la masse de ceux qui y appartiennent, autrement que d'une manière nominale, forment, en même temps le gros des partis conservateurs et antisocialistes.

A Genève, par exemple, les « mômiers » représentent, par excellence, l'aristocratie bourgeoise et capitaliste. En Angleterre, tandis que les *dissenters* sont généralement libéraux ou radicaux, les *tories* se recrutent surtout parmi les conformistes. En Hollande, jusqu'aux élections dernières, calvinistes et catholiques, faisant trêve à leurs anciennes querelles, gouvernaient, sous la direction du Dr Kuyper, contre les libéraux et les socialistes. En Allemagne, l'orthodoxie luthérienne est aussi réactionnaire que l'orthodoxie catholique. Dans les pays scandinaves, la plupart des pasteurs sont, au même titre que nos curés, des soutiens de l'ordre établi :

« Ce n'est pas seulement le clergé catholique — écrivait notre camarade danois Knudsen, dans l'enquête

du *Mouvement socialiste* sur l'anticléricalisme (1) — ce n'est pas seulement le clergé catholique qui cherche à accaparer une puissance injuste pour l'exercer au détriment du peuple. Dans les pays protestants comme le notre, la robe noire ne le cède en rien à celle des nations catholiques, ni pour sa convoitise de puissance, ni pour sa manière de procéder. L'Eglise luthérienne est celle qui, en Danemark, a été autorisée et est subventionnée par l'Etat, sous le nom d'Eglise populaire... Au sein de notre Eglise populaire s'est formée une secte se disant la « mission intérieure », laquelle, pour ce qui est de l'intolérance et des aspirations tyranniques, ne le cède en rien aux éléments les plus réactionnaires de l'Eglise catholique... Maintes fois, les prêtres ont refusé à nos drapeaux syndicaux et politiques l'accès des cimetières et des chapelles y attenant, et défendu aux parents ou camarades d'un défunt de lui dire adieu devant la tombe entr'ouverte. En général, ils ne négligent aucune occasion d'affermir et d'élargir leur pouvoir et celui de l'Eglise »

Bref, entre ce protestantisme et le socialisme, l'opposition est incontestable.

Mais cette opposition tient-elle à des causes essentielles ou contingentes ? Ne provient-elle pas, surtout, de la dépendance des Eglises nationales vis-à-vis de l'Etat dont elles font partie? Faut-il l'attribuer, au contraire, à un antagonisme de principes, qui persisterait même si le milieu social dans lequel elles évoluent venait à se démocratiser ?

---

(1) KNUDSEN, « Enquête sur l'anticléricalisme et le socialisme *Mouvement socialiste*, 15 janvier 1903, p. 119 et suiv.



Nous avons déjà dit pour quels motifs ce serait une entreprise vaine que de vouloir répondre à de pareilles questions, même pour les Églises protestantes qui ressemblent le plus à l'Église catholique : s'il n'y a qu'un catholicisme, il y a autant de protestantismes qu'il y a des fidèles ; pour chacun d'eux, le problème de la conciliation entre le socialisme et la religion se pose en des termes différents. Mieux vaut, par conséquent, ne pas insister sur les cas intermédiaires, auxquels on peut appliquer, dans des proportions variables, une partie de ce que nous avons dit du christianisme évangélique, une partie de ce que nous allons dire du catholicisme.

Examinons donc immédiatement s'il est possible ou impossible, que ce dernier se concilie, théoriquement ou pratiquement, avec le socialisme démocratique ?

A première vue, la réponse ne paraît point douteuse ; sauf de très rares exceptions, comme celles de Van den Brink ou de Hagerty, catholiques et socialistes sont d'accord pour proclamer leur désaccord irréductible.

On l'a dit maintes fois, ce qui les sépare, c'est la question du péché originel.

C'est par la malédiction divine, poursuivant de génération en génération les descendants du premier couple, que l'Église catholique explique et justifie la souffrance, l'asservissement au travail, la pérennité de la misère :

« Pour ce qui regarde le travail en particulier — dit l'encyclique *Rerum novarum* — l'homme dans l'état même d'innocence n'était pas destiné à vivre dans l'oisiveté, mais ce que la volonté eut embrassé librement, comme un exercice agréable, la nécessité y a ajouté, après le péché, le sentiment de la douleur et l'a

imposé comme une expiation. *Maledicta terra in opere tuo : in laboribus comedes ex ea cunctis diebus vitæ tuæ.* Il en est de même de toutes les autres calamités qui ont fondu sur l'homme ; ici-bas, elles n'auront pas de fin ni de trève, parce que les funestes fruits du péché sont amers, âpres, acerbes, et qu'ils accompagnent nécessairement l'homme jusqu'à son dernier soupir. Oui, la douleur et la souffrance sont l'apanage de l'humanité, et les hommes auront beau tout essayer, tout tenter pour les bannir, ils n'y réussiront jamais, quelques ressources qu'ils déploient et quelques forces qu'ils mettent en jeu (1) ».

De cette impossibilité de bannir la douleur et la souffrance, on conclut — bien que cette conclusion soit d'une logigue discutable — à l'impossibilité de faire disparaître les inégalités sociales.

Donc, il y aura toujours des classes.

C'est par un décret de la Providence que les sociétés humaines se partagent en capitalistes sans travail, nés pour la jouissance, et en travailleurs sans capital, nés pour l'expiation. Quoi que nous disions, quoi que nous fassions, quoi que nous tentions pour affranchir le travail, supprimer la misère, mettre fin aux souffrances causées par l'injustice sociale, nos efforts sont condamnés d'avance. Que les pauvres se résignent ! Que les riches les aident à prendre patience par « d'abondantes effusions de charité ».

Certes, le temps viendra, dans un monde meilleur, où toutes choses seront rétablies, où les comptes seront

(1). Lettre encyclique de N. T. S. P. Léon XIII, *De la condition des ouvriers*, p. 14 ; Bruxelles, Schepens, 1891.



réglés, où les mauvais riches seront punis, les bons pauvres récompensés.

Mais, en attendant « ce qui importe par dessus tout, au milieu de tant de cupidités en effervescence, c'est de contenir les masses dans le devoir », de conserver intactes les hiérarchies, de sauvegarder le principe d'autorité, d'éviter tout ce qui pourrait inspirer au peuple « une aversion pour les classes supérieures de la société ».

Aussi, contre ceux qui se révoltent, qui affirment que la division des classes ne sera pas éternelle, qui poursuivent l'expropriation de la propriété capitaliste, tous les chefs de l'Église sont d'accord pour prêcher le ralliement des forces conservatrices.

Pie IX appelle le socialisme « une peste lethifère » ; Léon XIII déclare que « la théorie socialiste de la propriété collective est absolument à répudier comme préjudiciable à ceux-là même qu'on veut secourir » ; Pie X, enfin, dans son *motu proprio* sur l'action populaire chrétienne, sorte de *compendium* qui doit être pour les catholiques « la règle constante de leur conduite » affirme un ensemble de principes, qui constituent exactement le contre-pied des principes fondamentaux du socialisme :

« L'égalité véritable des divers membres de la société — dit-il notamment — consiste seulement en ceci que tous les hommes tirent leur origine de Dieu leur créateur, qu'ils furent rachetés par Jésus et qu'ils doivent, suivant une appréciation exacte de leurs mérite et de leurs démérites, être, par Lui, jugés, récompensés ou punis.

« *D'où il suit que, dans la société humaine, selon l'ordre*

établi par Dieu, il se rencontre des princes et des sujets, des riches et des pauvres, des doctes et des ignorants, des nobles et des plébéiens, qui, intimement unis par un lien d'amour, doivent s'aider réciproquement à atteindre leur fin dernière dans le ciel, et, sur la terre, leur bien-être matériel et moral (1) ».

En présence de telles affirmations, émanant des chefs suprêmes de l'Église, il semble qu'aucun doute ne soit possible : être, à la fois, catholique et socialiste, ne constitue pas seulement une contradiction logique, mais une impossibilité pratique ; et, certes, la question serait définitivement tranchée, si les catholiques, en matière politique et sociale, étaient obligés par un *motu proprio* ou par une encycliqne.

Mais, tous ceux qui ont la moindre notion de ce qu'est l'infaillibilité papale savent que la question est moins simple qu'elle ne paraît, au premier abord.

En effet, pour qu'une décision ou définition pontificale soit obligatoire, nous disent les auteurs, il faut qu'elle soit rendue *ex cathedra* et pour qu'elle soit considérée comme rendue *ex cathedra,* il faut au moins quatre conditions.

Il faut :

1° *Ex parte pontificis.* — Que le pape s'adresse à la chrétienté comme docteur et pasteur suprême.

2° *Ex parte materiæ.* — Que la définition porte sur des matières qui sont l'objet du magistère infaillible de l'Église.

3° *Ex parte formæ.* — Que la définition soit proposée comme définitive et comportant, sous peine d'anathème, obligation de s'y soumettre.

(1) Cit. d'après le journal *Le XXe Siècle*, 27 décembre 1903.



4° *Ex parte termini.* — Qu'elle s'adresse enfin à l'Église universelle comme telle.

A cette seule énumération, on entrevoit toutes les difficultés qui peuvent naître, toutes les distinctions que l'on peut faire, lorsqu'il s'agit le déterminer la portée véritable des décisions et des définitions papales.

Le pape a-t-il parlé comme docteur et pasteur suprême ? Sa définition concerne-t-elle la foi et les mœurs ? Est-elle obligatoire et définitive ? S'adresse-t-elle à l'Église universelle comme telle ?

Autant de questions difficiles, délicates, qui n'empêchent point l'adhésion ou l'obéissance de la masse des fidèles, mais qui fournissent à « l'élite » des échappatoires, des portes de sortie, des moyens de concilier l'obéissance du chrétien et l'indépendance du penseur ou de l'homme politique.

C'est ainsi qu'on a pu voir Ferdinand Brunetière, qui écrivait en 1903 : « le socialisme n'a rien de commun avec le christianisme », proclamer en 1904, dans une controverse avec Georges Renard, qu'il était d'accord, sur plus d'un point essentiel avec les « socialistes réformistes » à la manière de M. Millerand, et déclarer que dans toutes les questions où la foi et les mœurs n'étaient pas engagées, rien ne l'empêchait de professer des opinions réprouvées par le chef de son Église :

« Je crois — disait-il — qu'en « matière politique et sociale » un pape n'a que son autorité personnelle et, en quelque sorte, privée. Ses opinions n'engagent les fidèles que dans la mesure où ils les partagent, tout au rebours de ce qui se passe en « matière dogmatique et morale ». Vous en avez un exemple dans la résistance récente encore que toute une école a opposée chez

nous aux « directions politiques » du pape Léon XIII et je connais d'excellents chrétiens qui ne se croient pas obligés en matière sociale par l'Encyclique *Rerum novarum*. Et ils ne se croient pas « obligés » parce que ces matières, à leur avis, ne sont pas de la compétence du souverain pontife en tant que tel, c'est-à-dire en tant que pasteur, docteur et chef de l'Église (1) ».

Étant donnée cette distinction, il ne paraît pas absolument impossible qu'un catholique adhère, sans manquer à ses obligations d'obéissance doctrinale, sinon au socialisme pris en bloc, du moins à la partie purement économique des théories socialistes.

Mais il n'en reste pas moins vrai que, partout, l'Eglise catholique dans son ensemble, mène contre le socialisme une lutte sans merci.

Lorsque le pape dit « Frappe », les évêques crient « Assomme ». Sauf quelques rares exceptions, le clergé tout entier dénonce les socialistes comme les pires ennemis de la famille, de la propriété et de la religion.

Dans ces conditions, ce serait une duperie que d'observer vis-à-vis de l'Église catholique une attitude passive, sous prétexte que la religion est affaire privée.

Certes, nous ne pouvons avoir que de la sympathie pour ceux dont le christianisme sincère, affranchi de tout magistère ecclésiastique, incline vers l'action socialiste. Nous manquerions à la tolérance, si nous prenions l'offensive contre des groupements religieux « dont le royaume n'est pas de ce monde » et qui laissent à leurs membres liberté entière au point de vue politique et

(1) Controverse sur le socialisme entre M. Ferdinand Brunetière et Georges Renard, dans *La Petite République*, 27 mars, 3 et 10 avril 1904.



social. Mais à ceux qui portent la lutte sur notre propre terrain, qui font de la religion un instrument de règne et de domination temporelle, nous devons nécessairement répondre par la lutte.

§ 3

L'anticléricalisme bourgeois et l'anticléricalisme socialiste

Dans le précédent chapitre, nous avons été amené à conclure qu'il existe un antagonisme à la fois théorique et pratique entre le socialisme et les religions d'autorité, dont le catholicisme est la forme la plus typique.

Toutes les difficultés d'application de la formule « religion, affaire privée » dérivent de cet antagonisme.

D'une part, pour former le bloc prolétarien, pour rendre possible l'action et l'organisation commune de tous les travailleurs, sans distinction de croyances, il faut leur donner la certitude qu'ils ne seront nullement inquiétés dans leurs convictions religieuses, par leur affiliation à la démocratie socialiste, par le triomphe de celle-ci.

D'autre part, étant donnée l'attitude hostile de l'Église catholique, sans parler des autres, à l'égard du socialisme, il est inévitable et indispensable que les socialistes prennent part à la lutte contre le cléricalisme et se préoccupent d'affranchir les consciences, ne fût-ce qu'au point de vue du succès de leurs revendications économiques.

Seulement, ces deux attitudes sont-elles conciliables? Est-il possible de combattre le cléricalisme sans tou-

cher à la religion? Est-il possible de toucher à la religion sans froisser, dans leurs sentiments intimes, les travailleurs croyants? N'est-il pas à craindre que, dans ces conditions, la démocratie socialiste, emportée par ses préoccupations anticléricales, s'aliène une fraction importante du prolétariat? Ne faut-il pas redouter en outre, que, versant dans l'anticléricalisme vulgaire, se détournant de son œuvre d'affranchissement intégral, lâchant, en un mot, la proie pour l'ombre, elle tende à n'être plus qu'un décalque du radicalisme bourgeois?

Pour se convaincre que de telles appréhensions ne sont pas entièrement vaines, il suffit de songer à ce qui se passe dans beaucoup de pays.

En principe, tous les socialistes reconnaissent qu'il ne faut blesser les convictions religieuses de personne, qu'il est nécessaire de différencier nettement l'anticléricalisme socialisme et l'anticléricalisme bourgeois.

Mais, en fait, les choses vont tout autrement : que de fois, dans des parades grossièrement, outrageusement antireligieuses, ne voyons-nous pas des socialistes jouer les premiers rôles; que de fois, dans les Parlements, ne sont-ce pas des socialistes qui réclament, avec plus d'ardeur que les radicaux eux-mêmes, l'intervention de l'État pour forcer les consciences!

Il est juste d'ajouter, cependant, que dans l'un et l'autre cas, ce n'est point *parce que* socialistes, mais *quoique* socialistes.

La plupart des reproches, en effet, que l'on peut légitimement faire a la démocratie socialiste, au sujet de son attitude dans les questions religieuses, s'expliquent par ce fait que, dans les pays comme la France,



l'Italie, la Belgique, où le problème se pose avec une acuité plus grande qu'ailleurs, beaucoup de militants ont passé par le radicalisme. Chez nombre d'entre eux, le vieil homme est loin d'avoir complètement disparu. Grattez le socialiste et, trop souvent, en dépit des programmes et des déclarations de principe, vous trouverez l'anticlérical à l'ancienne mode, avec les traditions, les habitudes d'esprit, les arguments et les procédés qui caractérisent la bourgeoisie radicale.

Pareille politique qu'un ministre belge appelait naguère « l'art d'embêter les curés ! » est évidemment fort commode. Elle n'exige pas grande étude chez ceux qui la pratiquent. Elle apparaît aux *beati possidentes* comme un dérivatif salutaire. Elle est assurée d'un accueil favorable auprès du populaire, dont le misonéisme robuste, préfère toujours les vieux clichés aux formules nouvelles; mais, d'autre part, cette politique est incurablement stérile, car elle n'a et ne peut avoir aucune prise, bien au contraire, sur les travailleurs restés croyants.

Ce n'est pas en « embêtant les curés », en interdisant les processions, en défendant aux prêtres de porter la soutane, en applaudissant ce maire socialiste qui interdisait naguère à des religieuses de recueillir des légumes ou des rogatons à la porte des riches, que l'on facilitera l'union des travailleurs et que l'on contribuera à faire du XXe siècle le siècle de la révolution sociale.

Aussi importe-t-il de réagir et de ne jamais perdre une occasion de mettre en lumière la vanité de cet anticléricalisme superficiel, la nécessité d'une action réellement socialiste, seule à même de ruiner, non pas le sentiment religieux, au sens large, mais les religions

d'autorité, les formes despotiques du sentiment religieux, par la suppression des inégalités politiques et sociales dont elles sont le reflet.

Ce n'est pas à dire, naturellement, que le socialisme puisse se désintéresser de la lutte directe contre le cléricalisme. En admettant qu'il y songe, d'ailleurs, les agressions cléricales le rappelleraient bien vite à la réalité. Mais, si nul n'a le droit de déserter la lutte contre l'ingérence des églises dans l'ordre temporel, il est d'un très grand intérêt pour l'avenir du socialisme d'opérer une sélection rigoureuse parmi les moyens d'action à mettre en œuvre dans cette lutte.

Dans les pays où la longue prédominance de l'Église catholique a créé un état d'esprit peu favorable à la tolérance religieuse, certains de nos amis, chaussant les bottes des radicaux, n'hésitent pas à déclarer que, partout où la chose est possible, il faut recourir contre le cléricalisme — *salus populi suprema lex* — à des mesures d'exception.

Les intolérants, dit-on, n'ont pas droit à la tolérance; les ennemis de la liberté n'ont pas droit à la liberté et, dans l'espoir, un peu naïf, d'en finir une bonne fois avee « les menées cléricales », on propose, par exemple, de réserver le monopole de l'enseignement à l'État, on s'efforce, comme en France, de supprimer les congrégations.

Ce n'est pas le moment de discuter, en détail, les arguments que l'on fait valoir pour le monopole de l'État en matière d'enseignement, ou tout au moins d'enseignement primaire.

Cependant nous ne saurions dissimuler les appréhensions que pareil système nous inspire.

Non pas que le droit d'enseigner soit à nos yeux un de ces droits primordiaux, de ces prérogatives indispensables, qui doivent appartenir à tous les citoyens, sans conditions préalables, comme le droit de s'associer, ou d'exprimer ses opinions par la parole ou par la presse.

Il est parfaitement légitime, au contraire, que l'État, en décrétant l'instruction obligatoire, exige des garanties, soumette les écoles libres à son inspection, impose aux instituteurs ou aux professeurs des conditions de savoir et de moralité.

Mais quand nous songeons à ce que pourrait être, à ce que pourrait devenir le monopole scolaire, aux mains d'un gouvernement insoucieux, ou hostile à certaines tendances, ou sourdement inquiet de voir les travailleurs acquérir une instruction plus complète, nous nous refusons soit à enlever aux autres, soit à supprimer pour nous-mêmes, le droit d'ouvrir des écoles, afin d'échapper à un enseignement officiel qui froisserait nos consciences, ou ne répondrait pas à nos aspirations.

Et si l'on nous objecte que, pratiquement, le droit d'ouvrir des écoles — sauf peut-être supérieures — ne profite guère qu'à l'Église, seule puissance à même de faire la concurrence à l'Etat ou aux communes, nous répondons que ce n'est pas un motif pour empêcher les catholiques, ou les protestants, ou les juifs, de faire ce que, le cas échéant, nous voudrions faire nous-mêmes. D'ailleurs, sans compter qu'il importe de réserver l'avenir, il n'est pas douteux que dès à présent, des écoles modèles, même peu nombreuses, peuvent exercer une action éminemment favorable sur les méthodes suivies dans les écoles publiques.

Quant aux mesures contre les congrégations, autre chose est, évidemment, de combattre la main-morte et de toucher au droit d'association des individus.

Nous répugnons à la pensée que l'on interdise à des personnes pieuses de vivre en commun, de porter des habits spéciaux, de faire vœu de pauvreté ou de chasteté, mais nous comprenons parfaitement que l'Etat interdise à ces associations communautaires de posséder au delà de certaines limites, comme il n'hésite pas à le faire, quand il s'agit de syndicats ouvriers.

Seulement, ceux-là se feraient d'étranges illusions qui attribueraient une importance pratique considérable à des mesures législatives toujours faciles à éluder.

Au surplus, on ne détruit que ce que l'on remplace : le législateur bourgeois devra forcément reculer devant des mesures décisives aussi longtemps que l'Etat ne sera pas en mesure de substituer aux œuvres d'assistance ou aux écoles congréganistes, une organisation supérieure de l'enseignement et un vaste système d'assurances contre tous les risques d'incapacité ou de privation de travail.

Par contre, supposons que, partout, il y ait des écoles publiques assez vastes et assez nombreuses pour répondre à tous les besoins, dirigées par des instituteurs convenablement rémunérés, complétées par des œuvres scolaires, qui assurent aux enfants une alimentation suffisante, comme dans les cantines de Lille ou de Roubaix; supposons que tous les citoyens aient la certitude d'obtenir du travail ou des moyens de subsistance, en cas de chômage, de vieillesse ou d'invalidité, sans devoir faire appel à la bienfaisance cléricale ; n'est-il pas évident que la question des ordres religieux

perdrait une grande partie de son importance pratique et que l'Etat n'aurait plus besoin de recourir, pour combattre l'Eglise ou les Eglises, à des mesures d'exception ?

Le droit commun pourrait lui suffire, mais, bien entendu, le droit commun strictement appliqué, sans faveurs et sans privilèges pour aucune institution religieuse.

Liberté des cultes, mais suppression du budget des cultes.

Liberté d'enseignement, mais suppression de toutes les subventions, de tous les avantages, directs ou indirects, que, dans la plupart des pays, l'Etat accorde à l'enseignement religieux.

Liberté d'association, mais limitation du droit de posséder à ce qui est nécessaire pour que chaque association remplisse son but.

Si telle était, partout, la politique suivie par la démocratie socialiste, en matière religieuse, nul ne pourrait prétendre que cette politique soit de nature à froisser les consciences religieuses.

C'est sur ce terrain que, malgré certains écarts individuels, le Parti Ouvrier belge a toujours eu la préoccupation de se tenir.

Certes, il existe entre ses militants des différences d'appréciation sur la tactique a suivre.

Les uns veulent accentuer la lutte contre le cléricalisme; d'autres sont dominés par la préoccupation de mettre au premier plan les questions économiques; mais, sur le principe, tout le monde se trouve d'accord : la religion est affaire privée, affaire de conscience; par conséquent, la démocratie socialiste ne doit vouloir de

mesures d'exception, ni contre les Eglises, ni en leur faveur, et le Parti Ouvrier, formant un Etat dans l'Etat, doit garantir à ses adhérents la liberté de conscience qu'il voudrait voir régner dans la société toute entière.

Rien n'empêche donc un travailleur croyant — si ce n'est la défense qui lui en serait faite par son église — de s'affilier au Parti Ouvrier.

Il y a deux ou trois ans, un démocrate chrétien posa à notre conseil général la question suivante : « Catholique sincère, mais respectueux des libertés modernes, j'adhère entièrement au programme économique et politique de la démocratie socialiste. Puis-je, sans abdiquer mes croyances religieuses, être admis dans vos rangs? »

On lui répondit que, dès l'instant où il acceptait sans réserves les statuts et la déclaration de principes du Parti Ouvrier, nul n'avait à lui demander compte de ses opinions sur l'existence de Dieu, sur l'immortalité de l'âme, ou sur le mystère de la Trinité.

L'affaire, au surplus, resta sans suite. Soit qu'il ait eu des scrupules théoriques, soit pour d'autres motifs, l'interrogeant ne demanda pas son affiliation au parti socialiste. Néanmoins, la décision de principe du Conseil général reste acquise. Elle montre que tous les socialistes belges sont d'accord pour accepter la formule d'Erfurt, avec l'interprétation qui vient de lui être donnée : le socialisme, *en tant que parti politique, en tant qu'organisation économique du prolétariat*, n'a pas à s'occuper des questions religieuses, des problèmes métaphysiques.

Mais, dira-t-on peut-être, la question religieuse est inséparable de la question cléricale. Ce qui fait la force du cléricalisme, ce qui permet à l'Eglise nationale ou

romaine, de donner un précieux appui au conservatisme des choses possédantes, c'est que, dans la masse de la population, il existe encore un grand nombre de gens, qui ont la foi du charbonnier, qui croient fermement, naïvement, profondément, à tout ce que le clergé leur enseigne. Par conséquent, pour lutter efficacement contre le cléricalisme, il ne suffit pas de rester sur la défensive, il faut travailler à l'élimination des croyances sur lesquelles le cléricalisme s'appuie.

Nous ne songeons nullement à méconnaître la portée de cette objection. Nous pensons également que le cléricalisme ne sera définitivement vaincu que par la disparition des croyances qui lui servent d'aliment.

Seulement, nous sommes convaincus que ces croyances ne disparaîtront, ou, du moins, ne perdront leur prétention d'être des vérités absolues, s'imposant à tous, que par l'affranchissement économique des travailleurs, dont la libération se reflètera dans leurs conceptions philosophiques; et, d'un autre côté, nous croyons que la propagande, dite rationaliste, doit être faite, non par les partis socialistes, mais par des groupes distincts, agissant dans la plénitude de leur indépendance, et, aussi, de leur responsabilité.

Qu'arriverait-il, en effet, si l'action de la démocratie socialiste et de la « libre pensée » venaient à se confondre?

D'une part, les socialistes qui ne sont pas des libres penseurs — les protestants, par exemple, ou ces milliers de travailleurs qui continuent à pratiquer, plus ou moins, la religion catholique — se trouveraient, à chaque instant, blessés dans leurs croyances et la cohésion du prolétariat en serait affaiblie.

D'autre part, les libres penseurs qui ne sont pas des socialistes, les bourgeois qui parviennent, tant bien que mal, à concilier leur conservatisme économique et leur libéralisme philosophique, se tiendraient à l'écart et l'activité de la propagande rationaliste en serait diminuée.

A tous les points de vue donc, il vaut mieux que le socialisme et la libre pensée restent choses distinctes. Mais, naturellement, et en vertu même du principe que la religion est affaire privée, que la question religieuse est une question libre, il appartient aux socialistes qui sont en même temps des libres penseurs, de contribuer à l'émancipation ouvrière, en travaillant à libérer les esprits, au point de vue religieux et philosophique.

Tout ce qu'on est en droit de leur demander, c'est que, dans leur propagande rationaliste, ils n'oublient jamais qu'ils sont, avant tout, socialistes et que comme tels, ils ont pour devoir de ne pas se livrer à des attaques outrageantes contre les convictions de ceux, parmi les compagnons de lutte, qui sont restés des croyants.

Une autre attitude, d'ailleurs, ne serait pas seulement préjudiciable au socialisme, mais à la libre pensée.

« Dans ma longue carrière politique — disait Liebknecht au Congrès de Halle — j'ai appris que ni les outrages, ni les attaques à la religion, n'ont pu ébranler la foi d'un seul croyant. Nous pouvons détrôner la religion en lui opposant la science. Il faut mobiliser l'école contre l'Eglise, l'instituteur contre le prêtre : une éducation forte et éclairée éloigne de la religion. La lutte, par contre, profite aux adversaires

et ceux d'entre nous qui livrent bataille à la religion, tombent dans la même erreur que le gouvernement prussien combattant l'Eglise catholique et rendant l'ennemi plus fort ».

Ce n'est donc point par la persécution, mais par la persuasion, qu'il faut agir dans le domaine des croyances.

Pour dégager les travailleurs d'une servitude morale qui ne pourrait durer, si leur conscience n'y acquiesçait point, c'est leur conscience qu'il faut éclairer et, pour atteindre ce résultat, nous ne connaissons pas d'adjuvants plus efficaces à l'action révolutionnaire des transformations économiques, que la propapande par l'exemple et la propagande par l'enseignement.

La propagande par l'exemple d'abord.

Autant les plaisanteries faciles sur la religion, les attaques bouffonnes et grossières contre des croyances qui ont droit à la tolérance, sont, à la fois, stériles et haïssables, autant nous considérons comme un devoir pour les libres penseurs de conformer, en toute occasion, leurs actes publiques à leur pensée intime.

Si tous ceux qui ne croient pas, rompaient ouvertement avec les cultes officiels, refusaient systématiquement de participer à des cérémonies qui ne représentent plus pour eux que de vains simulacres, il n'est point douteux que cette propagande par le fait, remplacerait avantageusement les déclamations anticléricales de ces franc-maçons, de ces bourgeois voltairiens, de ces « mangeurs de prêtres », qui envoient leurs enfants dans les écoles congréganistes et, dans toutes les circonstances solennelles de leur vie, n'hésitent pas à réclamer les secours ou les concours de la religion.

Aussi, considérons-nous comme une obligation inflexible, pour ceux-là, surtout, dont l'exemple peut avoir une action décisive, de ne pas donner le démoralisant spectacle d'une adhésion apparente à des dogmes auxquels ils ne croient pas.

Nous ne pouvons que répéter ici, ce que nous avons dit à propos de la lutte contre l'acoolisme : si nous voulons amener les autres à ne pas faire une chose, commençons par ne pas la faire nous-mêmes.

Mais il va sans dire qu'à elle seule, cette propagande par l'abstention ne peut suffire : elle a pour complément nécessaire la propagande par l'enseignement, c'est-à dire l'exposition, aussi objective que possible, des résultats les plus importants de l'inve tigation scientifique.

Il est bien vrai qu'en théorie, les Eglises prétendent n'avoir ri n à craindre de cette propagande par l'enseignement; à condition, bien entendu, que l'on ne substitue pas aux résultats définitivement acquis, des hypothèses subjectives et inceitaines. Mais, en fait, il n'est pas sérieusement contestable que, surtout dans les pays catholiques, elles font tout ce qu'elles peuvent pour soustraire leurs fidèles à l'examen des contradictions, au moins apparentes, qui existent entre les conclusions de la science positive et les données fondamentales de la foi.

Certes, nous admettons volontiers que, dès l'instant où la foi se réfugie dans le domaine de l'inconnaissable, elle échappe, par cela même, aux atteintes que pourraient lui porter les progrès des sciences positives.

C'est seulement quand elles prétendent se fonder sur des preuves historiques que les croyances religieuses deviennent justiciables de la critique; c'est seulement

quand elles prétendent empiéter ou se maintenir sur le domaine conquis par la science, qu'elles risquent de se trouver en contradiction avec elle.

Aussi voyons-nous tous ceux qui veulent sauver de la religion ce qui peut en être sauvé, faire des efforts, plus ou moins heureux, pour obtenir que, suivant l'expression de Benjamin Constant, « la religion se retire de ce que les hommes connaissent, afin de se replacer à la circonférence de ce qu'ils savent ».

Grâce à cette séparation du naturel et du surnaturel, des critiques comme Loisy, des savants spiritualistes comme Lapparent ou comme Pasteur, peuvent continuer à se dire et à se croire catholiques.

Seulement, ce catholicisme ne ressemble pas plus au catholicisme d'un ouvrier flamand ou d'un paysan breton, que la philosophie de Schopenhauer aux croyances d'un indigène de l'Inde ou de Thibet,

Le Dieu d'un Lapparent ou d'un Pasteur n'est que l'expression concrète de l'infini; c'est un souverain constitutionnel; il règne, mais ne gouverne pas; il laisse à ses créatures le soin de se gouverner elles-mêmes, d'après les lois naturelles immuables. Le Dieu d'un ouvrier flamand ou d'un paysan breton, au contraire, est un être anthropomorphe, que l'on peut gagner par des prières et fléchir par l'intercession de la Vierge ou des saints; c'est un souverain absolu; il règne selon son bon plaisir, sans être lié par ses propres lois.

Or, c'est dans cette seconde hypothèse, seulement, que la religion vaut comme instrument de règne. Pour qu'elle exerce, à ce point de vue, une véritable prise sur les âmes, il faut qu'elle suppose une intervention effective, directe, fréquente de la divinité dans les

affaires humaines, il faut que les fidèles soient persuadés que Dieu fait la pluie et le beau temps, déchaîne la grêle ou empêche la sécheresse, récompense les bons, en leur ouvrant le paradis, et punit les méchants en les jetant aux flammes de l'enfer.

Dès l'instant où cette persuasion n'existe plus, la religion devient une métaphysique, un spiritualisme symbolique, n'exerçant qu'une action indirecte sur la conduite ou sur les opinions politiques et sociales. Ce qu'elle gagne en élévation, elle le perd en efficacité, non pas comme moyen de moralisation, mais comme moyen d'intimidation et de domination. Aussi voyons nous les Églises, tout en s'efforçant, pour les gens éclairés, de concilier la foi et la science, continuer imperturbablement leur enseignement traditionnel, à l'usage des gens simples.

On persiste à dire à ceux-ci que tout est vrai dans les livres saints ; que le récit de la Genèse, par exemple, doit être pris à la lettre ; que Dieu forma de terre le corps d'Adam ; qu'il forma le corps d'Eve d'un côte d'Adam ; qu'il défendit à Adam, sous peine de mort, de manger du fruit d'un des arbres qui se trouvaient dans le paradis terrestre ; que pour avoir enfreint cette défense, Adam fut assujetti aux souffrances et à la mort ; que tous les hommes ont péché dans Adam ; qu'après la mort notre âme ira au ciel ou en enfer ; que le ciel est un lieu de délices, où les élus voient éternellement Dieu face à face ; que l'enfer est un lieu d'incompréhensibles douleurs où Dieu punit éternellement les damnés (1).

---

(1) Ces lignes sont empruntées textuellement au *Catéchisme de*



On concède, au contraire, à ceux-là, que la Bible ne doit pas être interprétée littéralement, que dans sa partie historique elle contient des erreurs dues à l'infirmité de l'esprit humain, qu'elle n'a pas été dictée mais inspirée par Dieu, que le récit de la Genèse n'est nullement incompatible avec l'hypothèse transformiste, que le ciel et l'enfer ne sont que des figures, pour désigner la récompense et la pénitence.

Grâce à cette double interprétation, l'une ésotérique, l'autre exotérique, on parvient à grouper, sous la même dénomination, des hommes qui ont, en réalité, des conceptions fort différentes. Mais, si l'habileté de cette tactique est de nature à retarder le processus de dissolution des croyances dogmatiques, elle ne peut empêcher cependant, que, par d'autres voies, cette dissolution s'accomplisse.

De deux choses l'une, en effet : ou bien la religion abandonne, une à une, les positions que la science conquiert et, se refugiant dans le domaine de l'inconnaissable renonce, par cela même, à exercer une influence autoritaire sur la vie morale et sociale ; ou bien elle résiste pied à pied, elle se raidit contre l'inévitable, elle s'entête à enseigner ce que la science contredit et alors le moment vient où l'homme du peuple, longtemps berné, finit par s'apercevoir que le monde ne ressemble guère aux descriptions de son curé.

L'astronomie lui montre, dans les profondeurs du ciel, non plus des théories d'anges et de saints, des bienheureux « resplendissants et agiles, subtils et

---

Malines, ou instructions pour les enfants qui se préparent à la première communion, publié par le cardinal Goossens, archevêque de Malines ; Malines, 1900, 5e édition ; 13, 14, 18, 19, 21, 22, 24 ; 25e leçon ; 17, 22.



impassibles » (1) mais des mondes innombrables, des théories de soleils, entraînant leur cortège de planètes, à travers l'infini.

La géologie lui découvre, au lieu des six mille ans de la chronologie biblique, la succession des âges de la terre, depuis la nébuleuse primitive jusqu'aux formations de l'époque moderne.

Les sciences naturelles, à leur tour, emportent les dernières citadelles de la fixité métaphysique des choses en substituant définitivement la catégorie du devenir à la catégorie de l'être.

Enfin, le transformisme des institutions, des mœurs et des croyances, achève de mettre en lumière le caractère local, transitoire, relatif, des systèmes métaphysiques ou religieux.

Que l'on enseigne donc simplement, sans commentaires inutilement agressifs, l'histoire du monde, l'histoire de la terre, l'histoire de la vie, l'histoire des sociétés et l'incompatibilité qui existe entre les croyances au surnaturel — essence des religions positives — et les constatations des sciences expérimentales, éclatera pour tous ceux qui n'ont pas intérêt à la dissimuler.

Seulement, gardons-nous de l'oublier, la pénétration de cette propagande, si active soit-elle, trouvera fatalement ses limites dans l'obstacle que lui opposent les conditions économiques défavorables du prolétariat.

Aussi longtemps que la grande masse des hommes sera condamnée à vivre pour travailler, au lieu de travailler pour vivre, ce serait folie d'espérer des transformations décisives dans la mentalité générale.

---

(1) Catéchisme de Malines, 5e édition, Malines, 1900.

C'est pour cette raison que l'anticléricalisme bourgeois se montre déplorablement superficiel, ou bien foncièrement hypocrite, lorsqu'il prétend libérer les esprits, en n'apportant que des modifications insignifiantes à l'organisation capitaliste actuelle.

Dans un état social où les classes possédantes ont intérêt à maintenir « une religion pour le peuple », où les enfants des travailleurs, lorsqu'ils vont à l'école, n'y vont qu'un petit nombre d'années et n'y reçoivent qu'un enseignement rudimentaire, tout imprégné encore de cléricalisme, où la majorité des travailleurs eux-mêmes n'échappent à l'isolement du travail agricole et du travail à domicile que pour connaître la servitude de la caserne ou l'esclavage de la fabrique, il est inévitable que les religions d'autorité subventionnées par l'Etat, ou soutenues par les riches, mais enracinées surtout dans la misère et l'ignorance des pauvres, soient en mesure de résister à toutes les attaques, d'échapper à toutes les réfutations.

Par conséqnent, pour faire de l'anticléricalisme sérieux, il faut, avant tout, faire du socialisme.

On l'a dit, et redit, depuis Marx, mais il est de vieilles vérités toujours bonnes à redire, ce sont les révolutions dans les conditions matérielles de la vie, qui préparent et rendent possibles les révolutions dans les idées.

En résumé la formule du Congrès d'Erfurt « religion, affaire privée » doit être comprise en ce sens que le socialisme, en tant que parti, n'a pas à s'occuper des convictions religieuses de ses adhérents; que, d'autre

part, dans l'ordre politique, les églises doivent être traités, conformément au droit commun, comme des associations dépourvues de tout caractère public.

Par contre, cette formule ne signifie nullement que le socialisme doive se désintéresser des questions philosophiques et religieuses. Elle ne signifie pas non plus que, dans l'ordre théorique, ses principes puissent se concilier avec ceux qui servent de fondement aux religions, ou plus précisément, aux religions d'autorité.

A première vue, cependant, on pourrait croire que la conciliation soit possible, et même facile, entre le socialisme, doctrine économique, et les religions, conceptions métaphysiques, pourvu que l'on circonscrive nettement les deux domaines.

Qu'est-ce, en effet, que le socialisme?

C'est — en se plaçant exclusivement au point de vue économique — le mouvement du prolétariat, mouvement de révolte contre l'exploitation capitaliste, qui a pour but de réaliser l'appropriation collective, ou communiste, des moyens de production.

Qu'est-ce que la religion, au sans strict que nous avons donné à ce mot?

C'est la croyance au surnaturel, à l'intervention d'un être transcendant, d'un Dieu personnel, extérieur au monde, dans le gouvernement du monde et, spécialement, dans les affaires humaines.

Or, si l'on confronte ces définitions, il n'apparaît pas, tout d'abord, qu'il y ait incompatibilité entre la croyance au surnaturel et les revendications socialistes.

Ce sont là des faits appartenant à deux ordres différents. On peut croire au surnaturel, à l'intervention de la Providence dans les affaires humaines et avoir la

conviction que l'évolution sociale actuelle tend au collectivisme.

On peut accepter intégralement les théories collectivistes et admettre, en même temps, le libre arbitre, l'immortalité de l'âme, l'existence d'un Dieu personnel.

Mais, nous l'avons vu, les religions d'autorité, et, en première ligne, la religion catholique, ne se bornent pas à des affirmations d'ordre métaphysique. Elles ont la prétention d'en faire découler des règles morales, des conceptions sociales déterminées.

« Du monde religieux — dit Donoso Cortès — l'ordre pénètre dans le monde moral, et, du monde moral, dans le monde politique. Le Dieu catholique, créateur et conservateur de toutes choses, a assujetti toutes choses au gouvernement de sa providence. Tout pouvoir vient de Dieu, dit saint Paul. *Non est potestas, nisi a Deo* (1) ».

D'autre part, s'il est vrai que le socialisme a pour but spécifique de réaliser l'appropriation collective ou communiste des moyens de production, il n'est pas moins certain que cette transformation radicale des conditions économiques entraînerait des transformations corrélatives dans toute la superstructure politique, juridique, religieuse de la société.

Aussi est-il naturel que ceux qui entendent maintenir intacte cette superstructure, qui ont conscience de la solidarité de toutes les formes du conservatisme, social, politique, religieux, considèrent le socialisme comme leur pire ennemi et le représentent comme subversif, à la fois, de « la propriété, de la famille et de la religion. »

Pour que cette dernière affirmation, toutefois, soit

(1) Donoso Cortès, *Essai sur le catholicisme*, p. 30.

exacte, il faudrait, au lieu de dire « la propriété, la famille et la religion », se borner à dire : les formes actuelles de la propriété, de la famille et de la religion.

On ne saurait douter, certes, que si la propriété collective venait à se substituer à la propriété capitaliste, l'organisation de la famille, caractérisée aujourd'hui par l'inégalité juridique des sexes et l'indissolubilité légale du mariage (sauf le tempérament du divorce), subirait des transformations profondes dans le sens de la liberté et de l'égalité ; mais cela ne toucherait en rien à ce qu'il y a de permanent et d'essentiel dans l'organisation familiale : les liens d'affection entre l'homme et la femme, les parents et les enfants seraient, au contraire, plus forts, si la famille cessait d'être l'organe de transmission des propriétés.

De même, dans une société d'hommes libres, politiquement et économiquement, l'organisation autoritaire et hiérarchique des Églises, et, particulièrement, de l'Église catholique, apparaîtrait, selon toutes vraisemblances, comme un anachronisme, un non sens, une impossibilité; mais les problèmes qui se trouvent à la racine de toute religion n'en subsisteraient pas moins.

Que l'on suppose, en effet, une société collectiviste, où la division des classes aurait disparu, où les travailleurs seraient pleinement affranchis de toute sujétion matérielle ou intellectuelle.

Si importante que soit pareille transformation, elle n'empêcherait évidemment pas que, dans cette société, comme dans la société actuelle, les hommes continuent à se demander ce que c'est que la mort, ce que c'est que la vie ?

Ceux-là seuls qui ne se rendent pas compte du carac-

tère relatif de la science, de son incompétence pour nous apprendre quoi que ce soit sur l'essence des choses, peuvent avoir cette illusion que les progrès des connaissances scientifiques mettraient fin à cette ignorance philosophique, que Pascal décrivait naguère en ces termes :

« Je ne sais qui m'a mis au monde, ni ce que c'est que le monde, ni que moi-même. Je suis dans une ignorance terrible de toutes choses. Je ne sais ce que c'est que mon corps, que mes sens, que mon âme, et cette partie même de moi qui pense ce que je dis, qui fait réflexion sur tout et sur elle-même, et ne se connaît non plus que le reste. Je vois ces effroyables espaces de l'univers qui m'enferment et je me trouve attaché à un coin de cette vaste étendue, sans que je sache pourquoi je suis placé plutôt en ce lieu qu'à un autre, ni pourquoi ce peu de temps qui m'est donné à vivre m'est assigné à ce point plutôt qu'à un autre de toute l'éternité qui m'a précédé et de toute celle qui me suit. Je ne vois que des infinités de toutes parts, qui m'enferment comme un atome et comme une ombre qui ne dure qu'un instant sans retour. Tout ce que je connais est que je dois bientôt mourir, mais ce que j'ignore le plus est cette mort même que je ne saurais éviter. »

Aussi longtemps qu'il y aura des hommes, réduits par la constitution même de leur esprit, à ne connaître que l'aspect phénoménal des choses, ces questions resteront posées.

Seulement, tandis qu'aujourd'hui, la plupart acceptent passivement les solutions que l'une ou l'autre Église leur propose, ou leur impose, tout fait prévoir

que, dans une société affranchie, le sentiment religieux se dégagera, de plus en plus, des formes autoritaires qui sont le reflet idéologique de nos conditions politiques et sociales.

Nombre de gens, sans doute, dépourvus de tout mysticisme, convaincus de la stérilité des méditations sur l'au-delà, se contenteront du bonheur de vivre et attendront la mort, sans anxiété comme sans espérance.

D'autres, au contraire, ne résisteront pas au besoin de former des hypothèses et, selon la pente de leur esprit, inclineront vers l'un ou l'autre des systèmes qui se partagent l'humanité, depuis qu'il y a des religions ou des philosophies.

Mais tous seront d'accord pour reconnaître l'impossibilité de donner à leur foi un fondement historique ou scientifique; ils auront conscience du caractère essentiellement subjectif de ces hypothèses et, par conséquent, renonceront à la prétention de les imposer à d'autres, comme des vérités certaines, comme des vérités absolues.

Cela ne veut pas dire, toutefois, que les croyances religieuses deviendront purement individuelles. Des groupements religieux, ou si l'on préfère, des Eglises, pourront subsister et se fonder librement, entre ceux qui auront le même idéal, la même conception de la vie et du monde. Mais, il n'y aura plus *une* Eglise, et *une* religion, considérée comme la seule base possible de la morale et de la société.

Les individus pourront croire, ou ne pas croire à l'existence de Dieu ou à la vie future, mais c'est en dehors de ces notions, sans les nier ou sans les affirmer, que s'organisera la vie sociale.

On peut donc appliquer mot pour mot au socialisme, ce que Proudhon, dans son livre sur la Justice, disait de la Révolution :

« La Révolution, en écartant, avec le péché originel, l'hypothèse de Dieu, ne la nie pas en elle-même ; interprète du droit social et de la raison scientifique, elle ne se croit pas qualité suffisante pour nier ou affirmer ce qui dépasse la raison et l'expérience. Restant dans la sphère des manifestations humaines, elle se borne à dire que l'idée de Dieu est étrangère à la morale humaine, qu'elle est même nuisible à la morale ; non que Dieu soit mauvais en soi, mais parce que son intervention dans les affaires de l'humanité n'y produit que du mal, par les conséquences, les abus, les superstitions et le relâchement qu'elle entraîne. »

Aussi longtemps, en effet, que persistent les inégalités artificielles qui dérivent du capitalisme et qui maintiennent, en l'aggravant, l'exploitation de l'homme par l'homme, la croyance en un Dieu personnel, imposée aux masses par les Eglises, est, au point de vue social, une nuisance, car, sans agir efficacement sur les maîtres, elle contribue à consolider les privilèges de classe, en les faisant passer pour conformes au plan providentiel.

Par contre, en régime socialiste, il n'y aurait plus de croyances dangereuses, comme il n'y aurait plus de philosophies subversives. Nul n'aurait intérêt, soit à les imposer, soit à les combattre. Chacun pourrait se faire sa religion, ou adhérer à la religion des autres, ou se passer de toute religion, sans que la société s'en émeuve ou que la morale s'en inquiète, puisque la société et la morale ne seraient plus fondées sur un principe méta-

physique; et, devant la grande énigme du monde, les travailleurs, affranchis de toute sujétion matérielle, délivrés de toute ingérence cléricale, pourraient librement adopter les hypothèses ou les solutions qui leur paraîtraient les plus conformes aux aspirations de leur cœur ou aux exigences de leur raison!

GERMINAL

1re ANNÉE (du 1r mai 1904 au 30 avril 1905).

No	1.	Vingt années de domination cléricale	16 pages
»	2.	La doctrine collectiviste à la Chambre, discours de J. Destrée, Léon Furnémont et Emile Vandervelde	16 »
»	3.	E. Anseele — La Coopération et le socialisme	32 »
»	4.	La Revision constitutionnelle à la Chambre des Représentants	64 »
»	5.	Emile Vandervelde — L'Etat et les Charbonnages	32 »
»	6.	Quelques maximes du temps présent à l'usage des Campagnards	8 »
»	7.	Un pas en Avant ! ou considérations sur la découverte du Radium	32 »
»	8	Emile Vinck — La Réduction des Heures de Travail et la Journée de huit heures	96 »
»	9.	Jules Destrée — Coopération et Socialisme	32 »
»	10.	G Lorand — L'Etat et les Eglises	48 »
»	11.	Anne Say — A Travers le Drame Wagnérien	72 »
»	12.	Paul Lafargue — Extraits des Pamphlets Socialistes	16 »
»	13.	Programme Ouvrier	64 »
»	14.	Jules Destrée — Le droit au loisir — Le repos hebdomadaire	40 »
»	15	Victor Ernest — La Commune de Paris	64 »
»	16.	Alphonse Octors — Le catéchisme de l'Ouvrier	24 »
»	17.	Germinal	16 »
»	18.	Jules Destrée — Les Universités Populaires	32 »
			702 pages

2me ANNÉE (du 1r mai 1905 au 30 avril 1906)

No	1.	G. Liebknecht — Attaque et Défense	56 »
»	2.	Ferdinand Hardyns — Pourquoi je suis Socialiste	32 »
»	3.	Jules Destrée — La Loi sur les Accidents du Travail	48 »
»	4.	Jaurès — La Paix et le Socialisme	32 »
»	5.	Dr J. Felix — Les Epidémies	32 »
»	6.	Le Juif Errant	88 »
»	7.	Charles Rist — Des Syndicats Ouvriers en Angleterre	20 pages
»	8.	Le Gouvernement Protecteur des Brigandages Financiers	24 »
»	9.	L'Evolution	56 »
»	10.	Albert François — Elisée Reclus et l'Anarchie	48 »
»	11.	Le Procès de la Caserne	52 »
»	12.	Jaurès — Le Prolétariat et la Guerre	40 »
»	13.	Henri Van de Putte — La Prétendue âme Belge	32 »
»	14	Vandervelde — Les Crimes de la Colonisation Capitaliste	48 »
»	15.	Albert Daver — Histoire du Syndicat Bronzier	128 »
»	16.	Gabriel Deville — L'Evolution du Capital tôme I	32 »
			768 pages

3me ANNÉE (du 1r mai 1906 au 30 avril 1907)

No	1.	Jules Destrée — A la Chaudière, le Gouvernement clérical	80 pages
»	2.	Louis Bertrand — Une Réforme Urgente.. La Limitation de la Durée du Travail	24 »

N°	3.	Jules Destrée — La Loi sur le Repos du Dimanche	48 pages
»	4.	Jaurès — L'Organisation Socialiste de l'Avenir	64 »
»	5.	Gabriel Deville — L'Evolution du Capital, tome II	28 »
»	6.	Gabriel Deville — L'Evolution du Capital, tome III	28 »
»	7.	Dr Terwagne — L'Affaire de Lourdes — Les Réformes dans les Hôpitaux	36 »
»	8.	La Crémation	80 »
»	9.	Anne Say — Pays Artistes	64 »
»	10.	D. Lekeu — L'Article 310	24 »
»	11.	Gabriel Deville — L'Evolution du capital, tome IV	40 »
»	12.	Gabriel Deville — L'Evolution du capital, tome V	32 »
»	13.	Eug. Rousseau — Vers l'Usine Modèle	32 »
»	14.	Marcellus — Aux Mineurs	68 »
»	15.	G. Plekhanoff. — Anarchisme et Socialisme	100 »
			644 pages

PUBLICATIONS

DE LA

Société Coopérative Volksdrukkerij

Rue Haut Port, 29, GAND

Chalon, Jean. — Josée 1.00

De Winne, Aug. — A travers les Flandres, avec une lettre-préface par Edm. Anseele et illustrations photographiques par M. Lefebure . . . 2.00

Duquesne, F. — Histoire de la Société Coopérative de Roux, avec préface de Jules Destrée . . . 1.25

Félix, Jules, Dr. — Contribution à la thérapie des eaux minérales naturelles. Mémoire récompensé par l'Académie de Médecine de Paris, 2e édit. 2.50

Félix, Jules, Dr. — Les épidémies et les maladies contagieuses au XXe siècle. Conférences données à l'Institut des hautes études de l'Université nouvelle de Bruxelles 3.50

Marcellus. — Les mœurs dans l'Eglise, d'après des documents historiques 1.25

Paulsen, Félix. — En terre liégeoise. Liége pittoresque et industriel. Illustrations de Henri Meunier et Marius Renard 1.00

Say, Anne. — A travers le drame Wag[illegible] .50

Schmidt, Lucy. — Le livre des mère[illegible] Ouvrage adopté par le service d'hygi[illegible] ville de Bruxelles. 0.25

Schmidt, Lucy. — Organisation de l'infirmerie laïque 0.50

SERWY, VICTOR. — Manuel pratique de la Coopération : Comment on fonde, on administre et on fait prospérer une coopérative 1.25

TERWAGNE, Docteur. — Portez-vous bien ! Notions élémentaires d'hygiène populaire et rationnelle. 3e édition, revue et augmentée. Illustrations de A. Van Neste 1.00

Fédération internationale de la Libre Pensée. Congrès de Rome. XX Septembre 1904. Compte-rendu officiel 3.50

75 années de domination bourgeoise 1830-1905. Essais de Camille Huysmans, Louis de Brouckère et Louis Bertrand. 1.00

Les abonnés de Germinal jouissent d'une réduction de 10 % sur tous leurs achats de livres.